

L'ŒUVRE

14, Rue Drouot

Téléphone : GUT. 02-71, BERG. 40-51
Après minuit : GUT. 59-89

Directeur :

GUSTAVE TÉRY

ABONNEMENTS

An	6 Mois	3 Mois	1 MOIS
18 fr.	9 fr.	4 fr. 50	1 fr. 50

**En somme,
la victoire finale
nous suffirait.**

Lettres du Front

M. Aulard veut du sang

J'ai un peu honte de l'écrire, mais nous sommes un certain nombre en France qui saurions parfaitement nous contenter de la victoire finale.

J'entends que, le jour où nous aurons reconquis l'Alsace et la Lorraine, contrairement à l'Allemagne et ses alliés à déposer les armes et dicté les articles d'un traité de paix, nous demanderons hardiment la permission de nous tenir pour satisfaits.

Mais j'admire sincèrement un certain nombre de mes confrères — je veux parler de ceux de la presse et non de ceux de la tranchée — qui ne consentent point à transiger aux conditions que je viens de dire.

La victoire, la victoire tout court, ne suffit pas, par exemple, à M. Aulard. Il exige par surcroît, que cette victoire soit militaire — entendez qu'elle soit sanglante. Si la victoire n'est pas sanglante, M. Aulard ne répond de rien et il se refusera à tenir le militarisme allemand pour abattu. A combien de victimes transigera M. Aulard ? Il ne le précise point, mais, à coup sûr, lui en faudra beaucoup.

M. Clemenceau est du même avis. Cela est naturel en somme. On a vu de vieux loups se faire bergers, mais point de vieux tigres.

Naturellement, M. Gustave Hervé fait chorus. M. Hervé consentait bien jadis que la guerre fût sociale, mais il exige, dorénavant, que la victoire soit militaire.

Pour moi, je voudrais bien être de l'avis de ces messieurs, si par ailleurs, il ne m'était point tellement difficile de définir ce que c'est qu'une victoire militaire.

J'entends bien qu'une victoire militaire, c'est une victoire qui est remportée par des soldats. Pour apprécier les batailles de Teutobocus, ce critérium me paraît suffisant. Le malheur veut que, depuis ce roi, les soldats aient pris l'habitude d'accepter la collaboration d'un certain nombre d'artisans d'autres professions. Le tout est de préciser dans quelle limite ils pourront continuer d'utiliser leur concours sans mécontenter MM. Aulard, Clemenceau et Hervé.

— Si la victoire, au lieu d'être due aux poings nus de nos soldats, est due à la supériorité de notre armement et au génie de nos inventeurs, cessera-t-elle pour cela d'être militaire ?

— Non, évidemment.

— Mais si elle devait être attribuée non seulement à nos armements, mais encore à nos moyens de transports et aux conceptions de nos ingénieurs, serait-elle encore militaire ?

— Sans doute.

— Enfin, si elle était due au jeu de nos alliances, à la supériorité de notre flotte et à ce blocus que Napoléon lui-même aurait conçu comme le résumé, l'achèvement et la consécration de toutes ses victoires antérieures et partielles, la victoire ne serait-elle plus, dans ce cas, militaire ?

— Non, s'écrient d'une seule voix MM. Clemenceau, Aulard et Hervé.

Et tous trois déclarent à l'envi qu'une pareille victoire ne les satisfierait pas du tout, que Napoléon eût été un enfant de s'en contenter et qu'enfin, s'ils consentent à accepter un traité de paix de la main des généraux, des inventeurs ou des ingénieurs, ils se refusent absolument à l'accepter de la main des marins ou des douaniers.

J'avoue que le mépris témoigné à ces deux corps de métiers me déconcerte un peu.

Je ne veux point dire que j'aie dans le blocus une confiance aveugle ; je veux dire seulement que tous les moyens d'obtenir la victoire me paraissent également bons, du moment qu'ils sont également efficaces, que la défaite du militarisme allemand résultera de son inutilité aussi bien que de son écrasement, et qu'enfin depuis Iéna, Sedan et un certain nombre d'autres batailles, je ne suis plus absolument sûr que les défaites des peuples suffisent pour détruire leur vitalité militaire.

Rempartons des victoires militaires quand nous pouvons, remportons-en d'autres quand nous en avons l'occasion, et surtout ne nous fions pas aux formules toutes faites — parce que ce sera déjà une victoire aussi.

Sergeant Pangloss

Politique étrangère

Gentillesse saloniciennes

« Si la France est vaincue, sa générosité défunte et sa noblesse morte seront mises au tombeau. Si elle est victorieuse, il n'y aura pas dans la mer assez d'eau pour laver ses mains dégouttantes de sang et noires de l'incendie. »

Je cueille ses gentillesse dans *L'Athinaï*, un journal grec qui est peu lu à Paris, mais Athènes en possède une dizaine d'autres qui nous offrent chaque matin un bouquet de fleurs tout aussi charmantes.

A l'heure où nous immobilisons 100.000 Français pour conserver Salonique aux Grecs et l'empêcher de tomber entre les mains bulgares, on peut croire que le peuple hellène nous a quelque reconnaissance. On ne se trompe pas ! Le peuple est avec nous, puisqu'il s'est abstenu de participer à la comédie électorale de décembre dernier, truquée pour appuyer la politique du roi sur un semblant de consentement national. Et il a eu du mérite à s'abstenir, le peuple ! Car le ministère avait fait savoir que les départements qui voteraient recevraient seuls des distributions de farine, et que les autres se mettraient la ceinture. Notez que cette farine, c'est les flottes alliées qui en approvisionnent la Grèce, et mesurez le toupet de M. Gounaris qui s'en fait une arme électorale contre nous ! Mais le ministère n'a-t-il pas été jusqu'à abroger le règlement de police qui défendait de jouer au poker dans les cafés d'Athènes ? Je ne doute pas que cette mesure lui ait ramené l'opinion des « grecs » de la capitale, mais il faut croire que ceux-ci, dans le peuple hellène régénéré, ne sont plus très nombreux, puisque Athènes a persisté à boudier les élections boches dans la proportion de trois contre un.

Salonique a fait mieux ! Là où 21.000 électeurs turcs et israélites votaient contre nous en mai, 500 seulement ont consenti à s'approcher des urnes en décembre. La presse du baron de Schenk en attribue tout l'honneur à la présence du baron Henri de Rothschild à Salonique au moment des élections. Soit pour les Israélites ! Mais l'explication ne vaut tout de même rien pour les Turcs !

La vérité est que toute la Grèce, d'un seul élan, est maintenant avec les Alliés contre le Bulgare détesté. Athènes a souscrit cinq millions à l'emprunt français. Cette unanimité de l'opinion rend plus savoureuse, par contraste, la belle constance avec laquelle douze journaux sur quinze continuent à nous couvrir d'injures. Le *Scip* exhorte Constantin à imiter Ferdinand. Le *Kronos* demande qu'on fasse sentir la « chicote » aux partisans des Alliés. L'*Embros* réclame tous les jours la loi martiale, tandis que le *Kairoi* traite de fable le danger bulgare puisque « quatre monarques garantissent l'intégrité de la Grèce » !

Rien n'y fait. Tous ces Saint-Jean-Bouche-d'Or parlent en vain. La fête de Vénizelos, la Saint-Eluthère, a été l'occasion de manifestations délirantes. Les femmes du peuple baisaient ses habits comme ceux d'une icône. Je dois dire que cette icône a grandi à mesure que grandissait la force des Alliés à Salonique. A cette heure, elle est immense ; sa tête touche au ciel et ses bras couvrent la Grèce entière.

Mais la presse du baron de Schenk continue à lui en donner loyalement pour son argent.

Maurice de Waleffe

La basoche héroïque

M. Roche Charles, clerc de M^e Minard, notaire au Mans, sergent au 322^e d'infanterie, décoré de la croix de guerre, mort au champ d'honneur le 4 octobre 1915.

M. Guillemet Henri, caissier de M^e Minard, notaire au Mans, caporal au 315^e d'infanterie, tombé à Virton le 22 août 1914.

M. Martin André, docteur en droit, premier clerc de M^e Minard, notaire au Mans, sergent au ...^e d'infanterie, tué par un obus sur le front de Champagne le 3 octobre 1915. A été cité à l'ordre du jour de la division.

Nous rappelons que M^e Minard, notaire au Mans, est tombé lui-même au champ d'honneur, le 6 octobre 1914.

Précisions

La presse, presque à l'unanimité, obéissant d'ailleurs aux ordres de MM. Besnard et Gautier, chefs respectifs et « responsables » des services de l'aviation et de la censure, n'a pas indiqué les rues de Paris et de la banlieue où se sont produits les attentats du comte Zeppelin.

Aucun point de chute n'a donc été révélé.

On espère ainsi que les Boches, malgré les intelligences qu'ils entretiennent à Paris, malgré leurs espions demeurés chez nous, malgré les quatre à cinq cents bénéficiaires de permis de séjour qui débambulent chaque jour sur nos boulevards, et malgré leurs correspondants suisses et hollandais, n'obtiendront point les précisions qu'ils escomptent pour leurs repérages ultérieurs.

C'est là pur enfantillage. Ces stratagèmes et ces « caviardages » ne serviront à rien, qu'à inquiéter l'opinion, sans dérouter l'ennemi.

C'est pourquoi nous croyons devoir compléter nos informations d'hier en précisant que les deux bombes chargées de toluène sont tombées rue d'Alésia, n° 132 ter, où elles ont éventré un immeuble ; qu'une troisième bombe a crevé la toiture d'un pavillon, avenue d'Orléans, 6 bis, en plein cœur de Montrouge, et que la petite ville de Sceaux a été arrosée d'une pluie de fer qui, heureusement, n'a causé que des dégâts matériels.

DU MÊME AU MÊME

M. Ribot, me dit-on, ne fume pas. Il doit, d'autre part, habiter une maison éclairée, comme le Ministère des Finances, à l'électricité. Il y a donc fort peu de chances pour qu'il se fasse une idée personnelle sur les allumettes que nous vend — très cher — son administration.

C'est dommage ! Il serait à souhaiter, en effet, que le surintendant des Manufactures de l'Etat fût à même de se rendre compte par lui-même de la qualité des produits qui portent sa marque.

Je l'ai déjà dit, mais je ne cesserai de le crier sur les toits, jusqu'à ce que le soufflé manque ou que le scandale prenne fin : les allumettes de la Régie ne peuvent servir qu'à deux choses : ou bien à éprouver la patience et la résignation des consommateurs, histoire de les habituer à « tenir », ou bien à réduire au minimum les risques d'incendie. A coup sûr, on ne saurait compter sur elles, sauf par hasard, pour allumer une chandelle ou une pipe, car elles sont, dans la proportion de 80 pour 100, pratiquement ininflammables et incombustibles.

Un mauvais plaisant a insinué que leur bouton devait être revêtu de cire à cacheter. Hélas ! s'il en était ainsi, nous pourrions au moins essayer de récupérer la cire. Mais ce ne sont que des bouts de bois, choisis intentionnellement parmi les plus fragiles, et trempés, va comme je te pousse, dans un vernis inconsistant, qui n'a du phosphore que la couleur et dont l'indifférence, comparable à celle de M. Lebreu, résiste aux frictions les plus énergiques.

Un problème qui stupéfiera nos petits-fils est celui de savoir comment, à la suite de quel mauvais sort, des ingénieurs distingués, d'autant plus distingués même qu'ils sortent de l'Ecole Polytechnique dans les premiers numéros, se montrent absolument incapables de fabriquer d'aussi bonnes allumettes, je ne dirai même pas que les Américains, les Suédois, les Anglais, les Italiens, les Espagnols, les Japonais, mais que nos contrebandiers eux-mêmes, gens frustes d'ordinaire, ignorant tout de la chimie, et dont l'outillage est plutôt rudimentaire.

Les « amorphes » et les « bougies » peuvent encore aller, à la rigueur, bien qu'on fasse beaucoup mieux, à plus bas prix, n'importe où. Mais les autres, les allumettes souffrées à deux sous le cent, en particulier, semblent être l'enjeu d'une gaucherie après boire. Si toutes « prenaient », il y en aurait bien, largement payé, pour un centime ! Mais il n'y en a guère qu'une sur cinq à flamber... De sorte que l'Etat nous vend dix fois trop cher un produit de première nécessité qu'il nous interdit de nous procurer ailleurs, puisque c'est un monopole, et dont le cinquième à peine est tant bien que mal utilisable.

Il n'y a qu'un mot pour caractériser une telle exploitation du public : c'est un vol ! Je pose encore une fois la question que j'ai déjà posée, il y a quelques semaines, à cette place :

« Ne se trouvera-t-il pas un parlementaire de bonne volonté pour éclairer à ce propos — avec une allumette de contrebande — la lanterne de M. Ribot ? »

Emile Gautier

La dernière alerte

Les visites des Zeppelins

Le raid de dimanche n'a pas eu heureusement les mêmes résultats que celui de samedi. Le zeppelin s'est délesté de ses bombes sans faire de victimes. Seules quelques mottes de terre ont été projetées en l'air, quelques pierres brisées, un jardin saccagé, un mur démolé et une maison simplement éraflée.

Il ne faudrait pas croire pour cela que le dirigeable ennemi a jeté ses bombes au hasard. Il a pris tout son temps et a visé des buts qu'il a ratés. C'est plus à sa maladresse qu'à l'échec de sa mission d'épouvante qu'il faut attribuer que nos moyens de défense lui ont causés.

Le communiqué officiel a fait entrer en ligne de compte ces « moyens de défense ». Ont-ils été aussi défensifs qu'on voudrait l'espérer en attendant qu'ils deviennent offensifs ? L'enquête que nous avons faite ne permet pas de répondre dans le sens qui rassurerait pleinement la population.

Pendant un temps vraiment trop long, le zeppelin a évolué sur une dizaine de localités. Il est allé de ci de là, en zigzaguant, lancer une trentaine de bombes. Qu'il ait été canonné en passant au-dessus de certaines communes, cela est certain, mais ce qui est non moins certain c'est qu'il n'en a pas été partout de même et cependant ni les canons spéciaux, ni les artilleurs ne manquaient.

Les habitants de ... sont surpris que le dirigeable du comte Zeppelin ait pu rester pendant un quart d'heure au-dessus de leurs têtes, sans qu'un coup de canon lui ait été tiré. Leur étonnement est d'autant plus compréhensible qu'il existe un fort à cet endroit. Mais ce fort doit recevoir des ordres de la Place de Paris dont il dépend et ne peut tirer un coup de canon sans en avoir demandé au préalable l'autorisation. Or comme il n'y avait pas d'officier présent, personne n'a osé prendre sur soi de faire cracher les bouches à feu. Et le zeppelin est parti ailleurs. C'est invraisemblable, mais c'est ainsi.

Cette inaction a permis à l'ennemi de lancer quinze bombes avant de partir et cela sans être inquiété, alors qu'il volait relativement bas. Deux des engins sont tombés à proximité d'une carrière où se trouve un dépôt de munitions. Une autre a été jetée sur un train remis sur la ligne de ceinture. Il s'agit d'un train sanitaire qui était vide. Une bombe est venue choir sur une avenue, faisant un grand trou dans la chaussée. Plus loin, c'est le jardin d'un horticulteur qui a été complètement saccagé par un obus.

Si on ajoute à tous ces engins explosifs onze bombes incendiaires qui visaient un pont et le passage à niveau du chemin de fer de ceinture, on voit par cette énumération ce que quelques coups de canon auraient pu éviter.

Le dirigeable ennemi a continué sa promenade, il a visité quelques localités pour revenir à son point de départ.

Dans sa randonnée, il a circulé, toujours trop librement dans la région d'É... de St-D... de S... de G... de V... et de S... Il n'a pas manqué d'y laisser choir une bombe. Elle n'a fait qu'écorner une maison. Un terrain militaire qui était visé n'a pas été atteint et la chasse sérieuse qui lui a été donnée à partir de ce moment, a décidé le corsaire de l'air à prendre le large.

Réregretions qu'il ait pu regagner ses lignes et qu'il n'ait, pas plus que celui de la veille, payé de sa peau la visite qu'il nous a faite. Les aviateurs qui ont donné samedi soir la chasse au zeppelin qui bombardait un quartier de Paris ont fait ce qu'ils ont pu.

LES BOMBES EXPLOSIVES

A propos du bombardement de Paris, nous nous étonnons, hier, qu'on ait tant tardé à chercher sous des décombres qui empiétaient la cour de l'immeuble en partie effondré, 86, rue de M..., les corps des deux locataires qui n'avaient pas été retrouvés, les époux Filanont, dans l'appartement desquels la bombe a fait, au troisième étage, explosion. Les fouilles ont commencé dans la nuit et ont permis de dégager les cadavres qui ont été reconnus par le fils.

D'autres fouilles exécutées dans des rues voisines ont également permis de mettre à jour deux engins intacts, ce qui porte à cinq le nombre de ceux qui n'ont pas éclaté. Emportés au laboratoire municipal, ils ont été examinés par son directeur, M. Kling. Ils sont de formes semblables, mais de fonds inégaux. Ce ne sont point des obus à forme cylindro-ogiviale, mais de véritables bombes cylindriques semblables à celles dont on se servait dans les mortiers. Les unes pèsent cent trois, les autres soixante-cinq et cinquante-sept kilos. Leur chargement est connu. Il s'agit d'un explosif très violent, à base de trinitrotoluène très employé par les Allemands.

LES OBSEQUES DES VICTIMES

Le comité du Syndicat de la Presse parisienne, dans la séance d'hier 31 janvier, a prélevé une somme de 25.000 francs sur le reliquat des fonds recueillis le 26 septembre 1915 et a décidé de faire répartir cette somme entre les familles des victimes des explosions de samedi 29 janvier.

Ajoutons que les obsèques des victimes du bombardement de Paris auront lieu demain mercredi.

Propos en l'air

Je n'irai pas à Chartres...

« Dans l'intention d'offrir à la presse les moyens de se renseigner par elle-même sur l'œuvre qui s'accomplit actuellement dans les divers domaines de l'aéronautique militaire... », on nous invitait, pour hier, lundi, à une visite des usines suburbaines de moteurs, où je ne suis pas allé, et, pour aujourd'hui mardi, à la visite de l'école d'aviation de Chartres — où je n'irai pas.

Chartres....

Mais quelqu'un a troublé la fête..., et la visite pourrait s'en ressentir ; des moteurs ronflant au banc d'essai, et qui n'enlèveront peut-être jamais un appareil, et la traversée d'un camp d'apprentissage, si préparé soit-il pour l'arrivée d'un cortège officiel, — l'impression risque d'être fade, en regard de l'émotion nocturne des zeppelins sur Paris.

Les lecteurs de l'*Œuvre*, anciens et nouveaux, n'auront éprouvé, j'imagine, aucune surprise de cette attaque aérienne. Pour moi, c'est l'abstention de l'ennemi qui m'inquiétait. Je redoutais que l'expérience de Londres eût averti du danger de réveiller la cité qui dort.

Quel a été le résultat des raids sur l'Angleterre ? De lui prouver qu'elle ne pouvait plus s'isoler, dans une quiétude flegmatique, des angoisses continentales. Quelques bombes des aéronefs boches sur l'île inviolée ont plus fait pour exalter le sentiment national chez nos alliés que les sous-marins dans le détroit et la ruée sur Calais. « Plus de taupes sur Paris ; ils n'osent plus », triomphaient les Parisiens avec M. Girard, du Doubs. Et le Gouvernement et le Commandement adoptèrent ce point de vue confortable. « Non, c'est une tactique, disions-nous, c'est une ruse, ils travaillent, ils escomptent notre confiance, en préparant leur coup. »

Aussi, depuis longtemps, n'avais-je éprouvé autant de joie que ce matin, à la nouvelle de leur bombardement d'en haut. Enfin, ils avaient commis la faute, que je n'espérais plus, de nous fournir, pendant qu'il peut être temps encore d'agir, l'avertissement salutaire !..

L'alerte est sonnée ; le Parlement va peut-être, condescendant à s'apercevoir que, pour qui dénonçait la crise de l'aviation, il ne s'agissait pas d'une guerre de couleurs, ni d'une question d'intérêts de fournisseurs, mais d'une crise formelle du commandement, autant que du matériel et du personnel... Quant aux journaux, les plus hésitants et les plus silencieux, du *Matin* au *Temps*, qui en étaient encore naguère à la maîtrise de l'air, ils n'ont pu fermer les yeux ni les oreilles aux fusées et aux obus du 29 janvier. « Guerre sauvage, déshonneur », juge le *Temps*. « Honneux exploit », juge le *Matin*. Oui, mais une guerre et des exploits contre quoi nous devrions être prévenus ! Un reproche qui ne saurait s'adresser à l'adversaire, c'est de nous avoir pris en traître. Il n'a pas cessé d'évoluer sur Dunkerque, Nancy, Belfort, depuis un an. L'autre jour, il planait sur Eprenay. Comment penser qu'il eût renoncé à Paris, sinon par la tactique de ruse qu'il a, tout à l'heure, si heureusement rompue, et si cruellement, puisqu'il y a de trop nombreuses victimes. Hélas ! cela était nécessaire pour figer l'encre aux plumes serviles de tant de Mortennes acharnés à nier l'aviation allemande :

Partout où l'adversaire sait qu'une garde vigilante est montée, il n'essaie pas de la tromper. Il ne va que là où il croit pouvoir tromper sans crainte ; Bonnot et Ravachol étaient certainement plus crânes. (*Revue hebdomadaire*.)

Une bande d'apaches, mal organisée... Ils jetèrent leur feu dès le début, un feu de paille, d'ailleurs ; puis, ce fut fini ; des bombes qui n'éclataient pas à droite et à gauche pourquoi ? on ne sait pas ! (*Je sais tout*.)

Si ! L'on sait maintenant ce que valent toutes ces mortueries des magazines, qui ne savent rien, dont on amuse, par centaines de mille, de trop crédules lecteurs...

Un optimisme de ce gabarit, voilà ce que l'on attendait de la caravane de reportage, dirigée sur Puteaux, Chartres, Clermont (Oise) !

Pas plus que là, je n'irai à Chartres, — malgré la tentation de revoir la Notre-Dame beauceronne, avec ses *Béatitudes de l'âme et du corps* et, entre dix-huit cents statues, ces deux grotesques, grandeur nature : la *Truie qui file*, et l'*Ane jouant de la harpe* (*l'Ane qui velle*).

Le tailleur de pierre du Moyen-Age avait fixé là, en puissante ironie, sa cru-

tique des errements humains. Comment devant ces figures séculaires ne pas établir cent rapprochements contemporains ? Des religions se sont affaïssées ; le culte de l'incompétence a grandi ; dans l'aviation, elle est devenue obligatoire ; mille traits ont été cités ; en veut-on d'autres ? Parmi les grands chefs de l'aéronautique, il en est qui n'en faisaient pas partie avant la guerre ! Si nous descendons du commandement à l'inspection, au contrôle, nous trouverons, pour la réception des appareils, un officier qui, dans le civil, était courtier en bois des îles ; et, affecté aux hélices et aux moteurs — sous prétexte que le banc d'essai est en bois, — un garde-forestier !

Ainsi de haut en bas ! Alors on gémit : « Critique systématique ! » Non ! effort loyal de Français qui ont mis leur espoir dans l'armée aérienne, pour la guerre aérienne. Or, comment ne pas nous irriter quand nous voyons bafoués les meilleurs intentions d'un ministre par la plus incurable routine ? Je laisse de côté ce qui ne peut être révélé publiquement. Mais à la leur de ce petit fait, jugez de l'obéissance des bureaux. Le général Gallieni prescrit vigoureusement la simplification des écritures... A Chalais-Chartrons, ordre du colonel Raibaud : « Toutes les lettres doivent être écrites de la main même de l'officier qui les signe. »

Je n'irai pas à Chartres. Mais je doute que ceux qui iront soient conduits à certains hangars où, avant-hier encore, reposaient une demi-douzaine d'aéroplanes qui ont une histoire. Ils sont d'un inventeur-constructeur à qui la commande est venue sur concours, — en concurrence avec les fournisseurs habituels de nos escadrilles. (Il a triomphé, encore, aux derniers concours, malgré quoi le plus incroyable ostracisme se perpétue contre sa marque victorieuse !) — Le jury pour le concours de sécurité en aéroplane, de juin 1914, avait accordé une prime de 30,000 francs à ce biplan triplace, qui a pu enlever jusqu'à dix personnes ! Au début de la guerre, avec un pilote, deux mitrailleurs, deux mitrailleuses, cet avion volait à 2,300 mètres, à 100 kilomètres à l'heure, vitesse qu'aucun autre ne réalisait dans ces conditions.

C'est de ce constructeur que les appareils commandés, exécutés — à travers quelles ombûches ! — reçus, demeurent inutilisés, depuis huit ou dix mois, à l'aérodrome de Chartres. Nos touristes, étudiants de l'aéronautique en trois leçons et divers banquets, pouraient s'y informer...

A moins qu'on n'ait décidé de leur faire prendre leur vol, tout à l'heure, pour éviter une curiosité toujours possible...

Où il faudrait des réformes et des sanctions contre l'incurie criminelle, rien.

Mais anathème à qui dénonce le mal, pour le salut du pays !

Jean Ajalbert

Les Communiqués

15 heures.

Au nord d'Arras, l'ennemi a prononcé pendant la nuit, au sud-ouest de la cote 140, deux attaques à la grenade qui ont échoué.

En Champagne, notre artillerie a bombardé les tranchées allemandes au nord de Prosnès. Au cours de cette action, on a pu constater des explosions sur quatre points différents du front ennemi.

En Argonne, lutte de mines à la Haute-Chevauchée. A l'explosion d'une mine allemande nous avons répondu par un camouflet, qui a détruit une galerie de l'adversaire.

Canonade intermittente dans les autres secteurs.

23 heures.

En Belgique, notre artillerie lourde a dirigé un tir efficace sur les organisations ennemies du pont de Steenstraete. La culée du pont sur la rive est à été endommagée.

Au sud de Roye, nos canons de tranchée ont bouleversé les ouvrages allemands de la région de Frasnières.

Au nord de Saint-Mihiel, nos pièces à longue portée ont bombardé les cantonnements ennemis de Conflans, est d'Etain, et de Saint-Maurice-sous-les-Côtes, nord d'Hattonchatel.

La défense sanitaire

L'entente réalisée par les puissances alliées pour intensifier le rendement des industries de guerre, et coordonner dans la mesure du possible les méthodes et les moyens d'action contre l'ennemi commun, vient de s'effectuer également dans l'importante question de la défense sanitaire.

C'est là un progrès considérable dans la voie qui doit aboutir à la cohésion de tous les efforts appliqués à la préservation des vies humaines. Nul doute, en effet, que de l'examen comparé des expériences faites au cours de dix-huit mois de guerre ne soient enfin des indications précises sur l'adoption et l'emploi des procédés prophylactiques les plus pratiques et les plus efficaces.

Les délégués des divers pays intéressés tiendront leurs réunions à l'office international d'hygiène publique, 195, boulevard Saint-Germain.

C'est aujourd'hui, à 15 heures, qu'aura lieu la première réunion de cette grande commission internationale, sous la présidence de l'éminent hygiéniste M. Santoliquido, conseiller d'Etat et membre du Parlement italien.

Hors d'œuvre

LE BEC DE GAZ

A l'angle de la rue La Fontaine et de la rue Claude-Gérard, il y a un bec de gaz.

Ce bec de gaz était resté allumé dimanche soir, malgré la sonnerie qui commandait l'extinction des feux dans cette grande caserne qu'est aujourd'hui Paris.

Une courageuse et agile citoyenne trouva intolérable qu'une lumière brillât en pleine rue, alors que les particuliers, par obéissance, s'étaient plongés dans l'obscurité. Elle résolut de remédier à l'oubli de l'administration. Elle grimpa au bec de gaz (c'est comme j'ai l'honneur de vous le dire) et l'éteignit.

Trois jeunes gens passaient par là et furent témoins de ce haut fait.

Avec ça qu'on voit déjà si clair pour circuler dans la rue ! fit l'un d'eux avec indignation.

Il grimpa, à son tour, au bec de gaz et le ralluma. La dame se préparait à une troisième ascension, en manière de riposte, lorsqu'un agent survint.

On le fit juge de la question.

Hum ! fit-il.

En effet, d'après les règlements, deux points étaient hors de doute : 1° le bec de gaz devait être allumé ; 2° le bec de gaz devait être éteint.

Il se tourna vers la dame et lui dit :

Vous avez tort.

Puis, il s'adressa aux jeunes gens :

Vous avez eu tort.

Pour un peu, il eût ordonné aux jeunes gens de grimper là-haut pour éteindre ce qu'ils avaient allumé, puis à la dame de regimber pour rallumer ce qu'elle avait éteint.

Et maintenant, écoutez ceci :

Samedi soir, au cours de son raid sur le Bourget, le chauffeur de M. René Besnard passa son temps, alternativement, à allumer le phare éteint de l'auto ministérielle, afin de voir où il allait, et à l'éteindre, afin de ne pas signaler cette cible précieuse aux envoyés spéciaux du comte Zepelin.

Dès lors, comment voulez-vous qu'un modeste bec de gaz de la rue La Fontaine sache s'il doit ou non éclairer les passants ?

ZETTE

Collaboration

La censure n'est plus la censure, a dit M. Briand, c'est un service spécial... L'utilité de ce service spécial vient de nous être démontrée.

Nous avions publié l'écho suivant :

Le commandant de la 20^e section S.E.M., casernée à l'Ecole Militaire, vient de faire paraître un ordre du jour interdisant, sous peine des plus graves punitions, le port du chevron rouge distinguant les blessés versés dans l'auxiliaire. Ce chevron, paraît-il, n'est pas réglementaire.

Les bureaux de la censure ont pris la peine de nous téléphoner à ce sujet :

1° Que le commandant de la 20^e a fait paraître non pas un ordre du jour, mais un rapport ;

2° Qu'il n'a pas dit : « les plus graves punitions », mais bien : « de sévères punitions » ;

3° Que d'ailleurs il n'y a pas de blessés à la 20^e ; en effet, les blessés du service armé versés dans l'auxiliaire ont été renvoyés dans leurs foyers.

Alors, s'il n'y a pas de blessés à la 20^e, on se demande pourquoi le commandant a éprouvé le besoin de faire paraître un ordre du jour (pardon : un rapport) pour interdire le port du chevron rouge à ces blessés qui n'existent pas.

Mais nous sommes très touchés de cet-

te tentative de collaboration qui indique un rapprochement entre la censure et la presse.

Lettres anonymes

Le ministre de la guerre annonçait dernièrement qu'aucune suite ne serait, à l'avenir, donnée aux lettres anonymes.

Le *Matin* publie la lettre d'un lecteur qui propose de compléter cette décision par la mesure suivante :

Si les faits signalés dans la lettre de dénonciation, après avoir fait l'objet d'une enquête, ne sont pas confirmés, le nom du délateur pourra être porté à la connaissance de l'intéressé qui pourra, s'il le juge nécessaire, faire usage des droits que lui confère la loi pour intenter une action judiciaire contre l'accusateur, qui a porté atteinte à son honorabilité.

C'est fort bien. Mais pour communiquer à l'intéressé le nom du délateur, il faudra exiger que, dorénavant, toutes les lettres anonymes soient signées par leurs auteurs.

Agriculture

Un de nos plus importants confrères du matin publie cette note :

LA MISE EN CULTURE DES TERRES ABANDONNÉES

Le Comité consultatif permanent de l'Agriculture a approuvé le projet relatif à la mise en culture des terrains abandonnés que M. Méline doit déposer sur le bureau de la Chambre.

Ainsi, à leur retour du front, les propriétaires qui ne trouveront plus leurs terrains à la place où ils les ont abandonnés pourront les réclamer à la questure de la Chambre.

Si cette réclamation ne se produit pas dans le délai d'un an et un jour, les terrains, suivant le règlement, appartiendront à M. Méline qui en a effectué le dépôt.

D'un maître de ballet

Les danseuses d'une de nos scènes lyriques subventionnées s'indignaient de voir encore parmi elles un jeune et prestigieux maître de ballet dont la force et l'agilité eussent trouvé au front un emploi plus glorieux, sinon aussi lucratif.

Elles s'indignèrent si bien, elles s'indignèrent si bruyamment que l'objet de leur indignation vint de se trouver débutsé par mesure spéciale, et prié d'entrer dans la danse sur une autre scène appartenant au théâtre de la guerre.

Mais les danseuses n'ont guère eu le temps de se réjouir de leur succès.

Car l'ordre du jour suivant vient d'être affiché dans le vestibule de l'Opéra :

« M. R... prévient que la danse est licenciée par suite du départ du maître de ballet. »

Sans doute espère-t-on que les danseuses vont signer une pétition au ministre de la guerre pour faire amende honorable et solliciter le retour du coryphée indispensable à l'existence même de notre chorégraphie nationale.

Le dernier moratorium des loyers

Petit guide du locataire et du propriétaire rendant claire et intelligible tous les détails pâmés sur cette question, indiquant pour chaque solution la référence à ces décrets et donnant de tous ceux-ci le texte complet, permettant en un mot de résoudre aisément toutes difficultés relatives aussi bien au paiement qu'à la réclamation des loyers. (F. Philly, éditeur).

En vente aux bureaux de l'Œuvre, au prix de 0 fr. 60. Franco par poste, 0 fr. 70.

Géographie de la guerre

Que sont les Serbes ?

Ce n'est pas avec les seules formules stéréotypées qu'il eût fallu rendre compte du véritable frémissement d'enthousiasme, de douloureux espoir et de forte émotion collective qui était celui de la foule réunie, l'autre jour, dans le grand amphithéâtre de la Sorbonne pour affirmer la solidarité des nations alliées et de la Serbie !

Notre rôle ne laisse pas que d'être plus modeste. Puisque toutes nos pensées se tournent vers la Serbie, cherchons à savoir ce que sont les Serbes.

Les Serbes sont les plus slaves des peuples balkaniques. Sous le titre : *Que sont les Bulgares ?* l'Œuvre a dit naguère comment ceux-ci sont des ouralo-altaïques, des asiatiques, des cousins germains ou même des frères des Turcs, qui savent encore témoigner, face à toute l'Europe, en faveur de cette fraternité ethnographique. Tout au contraire, les Serbes et les Croates (qui sont des Serbes) sont très authentiquement des Slaves venus de la Russie méridionale, ayant franchi les Carpates et s'étant répandus dans la vallée du Danube et dans les vallées de ses grands affluents : la Theiss, la Save et la Morava.

Ces territoires montagneux qui s'étendent jusqu'à l'Adriatique sont occupés par les descendants mêlés de races préhistoriques et historiques mal connues, que les Serbes dominèrent et assimilèrent. Ce sont ces mélanges de sages différents qui expliquent les différences entre les Bosniaques-Herzégoviens qui sont les Serbes les plus brachycéphales et les Serbes de la Serbie proprement dite qui sont plutôt dolichocéphales. Les Serbes constituent néanmoins un groupe ethnique qui a très nettement sa marque : le plus grand nombre d'entre eux ont des cheveux de couleur plutôt foncée et des yeux de couleur plutôt claire ; beaucoup sont en effet bruns ou châtain et leurs iris sont souvent bleus. De plus, le nez est légèrement relevé, faisant un angle avec le front (le « nez slave » qui est l'inverse de ce qu'on appelle le « nez grec ») ; et l'on saisit à quel point le type serbe est un vrai type ethnique, original et vivace.

C'est la vie historique qui crée les nations et qui, par contre-coup, maintient ou même façonne la race. Telle est l'idée évolutive, tenant compte du réel, et qui doit être opposée à la fameuse thèse, chère aux mégalomanes germaniques, et qui prétend imposer le dogme des races immuables, faites les unes pour la domination et les autres pour la servitude.

L'empire serbe et la civilisation serbe dont il a été si noblement et si amplement parlé dans la séance de la Sorbonne ont déterminé, puis fixé, puis renforcé le type physique des Serbes en l'associant à un très beau type moral, et en unissant par-dessus tout ceux qui se rattachaient à ce double type physique et moral par le lien indissoluble d'une langue commune.

Aujourd'hui encore, malgré toutes les vicissitudes de l'empire serbe, malgré les Turcs, les Hongrois et les Autrichiens, malgré les séparations politiques et les conversions religieuses forcées, il existe dix millions d'êtres humains qui parlent la même langue et qui sont unis par les mêmes douleurs historiques et les mêmes espoirs politiques : Dalmates et Slovènes, Monténégrins et Herzégoviens, Bosniaques et Serbes de la Serbie, du Banat, de Kosovo, de la Macédoine ou de la Métochia.

Nous osons dire : dix millions. Et voici nos preuves. Le meilleur ouvrage scientifique sur la race slave est celui du savant tchèque Lubor Niederle, professeur à l'Université de Prague, qui a été traduit en français par mon éminent collègue Louis Léger. Dans ce livre, nous trouvons la statistique suivante, qui nous autorise, étant donné qu'elle date de cinq années, à en majorer légèrement les totaux (d'ailleurs à notre avis un peu trop modestes) :

Autriche	711.388
Croatie et Slavonie.....	2.101.580
Hongrie, environ	700.000
Rieka (Fiume)	13.923
Bosnie-Herzégovine (recensement de 1905, environ).....	1.650.000
Montenegro, environ.....	350.000
Royaume de Serbie (c'était avant les conquêtes de 1912-13).....	2.298.550
Vieille-Serbie et Macédoine, environ [chiffre faible].....	300.000
Vilayet de Scutarie et Albanie, environ [chiffre faible].....	100.000
Italie	5.000
Russie	3.000
Amérique et autres pays	300.000
TOTAL.....	8.533.442

Une même âme, portée par la même langue, a persisté ; elle a continué à maintenir et pour ainsi dire à « informer », comme constituant un seul peuple, des populations soumises à des destinées, à des persécutions et, plus encore, à des rivalités qui eussent dû les conduire à l'oubli de leur communauté d'origine.

Le « bloc serbe » est un bloc ethnique et linguistique qui va de Trieste jusqu'à Nich et de la Theiss jusqu'à l'Adriatique. Lorsque la Serbie de la Choumadia et de Kosovo était sous la sujétion terrible des Turcs, c'est en Dalmatie et en Bosnie que s'est produit le réveil littéraire qui a été et qui est encore aujourd'hui une Renaissance resplendissante. Aux hommes de la Serbie proprement dite revient la gloire d'avoir maintenu le feu sacré de l'indépendance politique et d'avoir conquis par eux-mêmes le droit à la vie, ou plutôt le droit à la résurrection. Pour les autres Etats chrétiens qui sont nés de la diminution progressive de l'empire turc, le salut est venu de l'extérieur. Ce sont des nations plus puissantes qui ont imposé le respect et la restitution de la Grèce ou de la Bulgarie. La Serbie seule s'est faite d'elle-même.

Que ce grand souvenir qui date à peine d'un siècle soit pour les Serbes et pour nous le fondement de notre grand espoir.

Jean Brunhes

Pharmacopée boche

Le *Moniteur Médical* vient de publier une longue liste, fort suggestive, des « produits thérapeutiques allemands à marques déposées » pour lesquels notre pharmacopée était tributaire des Boches.

Nous apprenons ainsi que l'adaine, l'aspirine, l'hélmitol, l'héroïne, l'iodolthine, le luminal, le lyctol, la phénacétine, le protargol, la salodine, la salophène, la somatose, le sulfonal, le tyronal, le véronal appartiennent à Herr Bayer, de Leverkusen, près Cologne.

Le même Bayer détient l'alyppine, l'aristochymine, la citrarine, le ferro-somatose, le gäicose, l'hédonal, l'isopral, le ou la mésothane, le monotal, la sabromine, le spirourol et le lannigène.

Nombre d'autres produits, dont plusieurs fort employés, tels l'antipyrine, l'ichtyol, l'adol, le lysol, la duréline, appartiennent à des potards boches, les « herren » Meister Lucius, Riedel, Knoll, Merk, Schering, von Heyden, etc., dont les officines sont à Berlin, Dresde, Cologne, Leipzig, Troppau, etc., etc.

Tout cela prouve que nos ennemis étaient et sont encore des gens fort travailleurs, industriels, alors que chez nous... Mais l'heure n'est plus aux doléances. Nous nous sommes ressaisis. Il s'agit de ne plus perdre le terrain reconquis. La victoire économique devra compléter notre victoire stratégique.

En matière de produits pharmaceutiques, comme en tous autres domaines, nous valons les Allemands. Fourcroy, Brongniart, Vauquelin sont de grands noms français. La chimie minérale française a fait ses preuves. Qui a trouvé le chrome ? Vauquelin. Le brome ? Balard. Le magnésium ? Bussy. Qui a découvert la narcotine ? Desrosne. Ceux qui ont isolé la brucine et la strychnine se nomment Pelletier et Caventou. Robiquet a isolé la codéine ; Henry et Delondre, la quinine ; Hardi, la pilocarpine. L'immortel Pasteur a introduit dans la thérapeutique des moyens d'action insoupçonnés et considérables.

Nous pouvons, nous devons nous passer des apothicaires boches pour la fabrication des poudres, pilules, onguents, emplâtres, bols, sparadraps, lotions, cataplasmes, moxas, gargarismes, liniments, collyres et autres électuaires.

Le blocus, le boycottage devront se resserrer plus que jamais après la guerre. Que les pharmacopées boches soignent la gorge du Kaiser, le nez du Cobourg ou du Kronprinz, les clous de Hindenburg, nous n'y voyons pas d'inconvénients. Mais les Français devront se soigner en France, avec des drogues composées chez nous. Recourir aux laboratoires de Bayer ou de Meister Lucius serait désormais criminel.

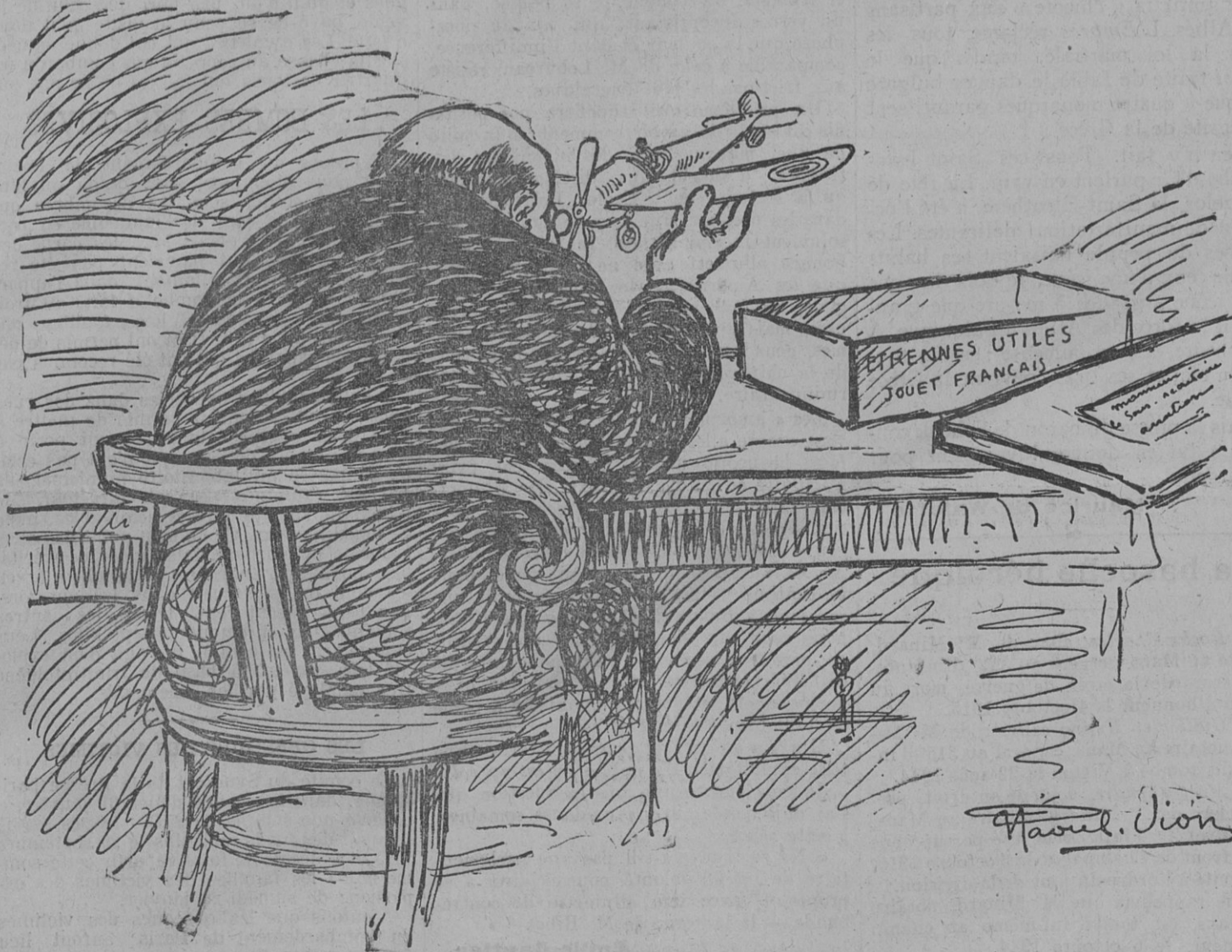
Il faudra établir une législation stricte, un code.

Et code, en latin pharmaceutique, se traduit : codez.

François Lebon

Le silence ne supprime pas les événements.

AU SOUS-SECRETARIAT DE L'AVIATION



— Est-ce un biplan ou un monoplan ?

LA PROPAGANDE ALLEMANDE EN SUÈDE

Les déclarations belliqueuses de M. Hammarskjöld, premier ministre de Suède, n'ont pas autrement ému l'opinion suédoise. On les a prises pour ce qu'elles étaient, c'est-à-dire pour une manifestation de mauvaise humeur d'un pro-germain. Elles méritent cependant d'être retenues. Elles s'expliquent, de naturel, par des raisons économiques : le blocus gêne les Suédois et les empêche de réaliser tous les gains et les bénéfices de la contrebande. Elles se justifient par des raisons de politique intérieure (lutte des « activistes » contre les socialistes ; sympathies allemandes de l'aristocratie et de la Cour, la reine étant allemande). Elles s'expliquent aussi par l'énergie propagandiste qu'ont menée nos ennemis dans la péninsule scandinave.

Cette propagande fut tout d'abord assez grossière et brutale. Une nuée d'agents de tout rang social s'abattirent sur le pays. Espions vulgaires ou professeurs d'Université allaient prêchant partout que « la Suède devait se joindre à l'invincible Allemagne ». On usait de persuasion, de flatterie ou de menace ; une littérature spéciale inondait le royaume, vantant la grandeur, la noblesse, la générosité de la Germanie, ses victoires sans secondes, les bienfaits dont elle accablait ses ennemis, et la justice de sa cause.

Les Suédois germanophiles eux-mêmes en furent gênés. Ils rappellèrent à ces bruyants émissaires que la Suède n'était pas encore un pays vassal de l'Empire, et le fameux professeur Ostwald « travailla » l'opinion suédoise avec tant de maladresse qu'il dut regagner Berlin.

Ces premières mésaventures calmèrent un peu les propagandistes. On profita de l'expérience, on évita de commettre les mêmes fautes ; on « organisa » suivant les bonnes méthodes de la propagande allemande en Suède ; on s'efforça de l'adapter au caractère suédois. Le Service des Nouvelles Allemandes se chargea de la tâche.

Bjorn Bjornson, le fils de l'écrivain, fut attaché au bureau de la presse de Berlin comme agent principal pour la Suède, la Norvège et le Danemark. Il fut chargé de diriger un service de dépêches télégraphiques spécialement destinées aux journaux scandinaves ; toutes les publications qui désiraient recevoir ces dépêches n'avaient qu'à en faire la demande ; gratuitement, sans avoir un centime à débours, elles recevaient, outre les communiqués officiels allemands et autrichiens, des télégrammes spéciaux des divers fronts et des articles descriptifs soignés, dus à d'excellents rédacteurs. Les journaux conservateurs suédois publièrent complaisamment toutes ces dépêches ; les journaux libéraux y mirent plus de discernement et de mesure, mais, faute de mieux, les utilisèrent. Actuellement encore, c'est surtout par le bureau Bjornson que la Suède est renseignée sur les événements militaires.

En Suède même, fonctionne l'Agence Télégraphique Suédoise dirigée par M. Gustaf Eklund. Elle n'est pas comme le bureau Bjornson un organisme allemand, mais elle ne dissimule pas ses sympathies germaniques.

Et voilà qui explique la prédominance des nouvelles à origine allemande dans les journaux suédois. On ne peut manquer d'être frappé à première vue. En dehors des communiqués officiels français et britanniques il n'y a guère d'informations sur les armées alliées tandis qu'il n'est pas rare de trouver deux colonnes de télégrammes écrits pour donner l'impression que les armées austro-allemandes toujours actives, imposent leur volonté aux armées de l'Entente et mènent la guerre à leur gré.

Si les Alliés remportent dans l'ouest un succès important, les Allemands s'empressent d'annoncer tout d'abord aux Suédois un succès germanique sur un autre point du front ; l'avantage des Alliés n'est signalé qu'incidemment par une note au titre dubitatif suivi d'un point d'interrogation.

Ainsi donc, la presse, qui a une si forte action sur le public suédois, vit dans une atmosphère saturée de germanisme. On a dit que les Allemands avaient acheté à Stockholm un journal conservateur d'importance secondaire ; aucun journal libéral ne paraît être entre leurs mains, mais leur action sur toute la presse n'en est pas moins profonde.

On a publié en France, à Paris, des brochures, des cartes, représentant l'Europe après la guerre. Ces publications où l'Allemagne est dépeinte été très employées par nos ennemis. Nous avons fait leur jeu (à moins que ces publications ne soient leur œuvre). Nous leur avons permis de dire aux neutres : « Voyez comme les Français sont insatiables ! Voyez quel mépris ils professent pour le principe des nationalités qu'ils prétendent défendre ! Victorieux, ils voudront démembrer l'Allemagne ! C'est donc pour notre vie même que nous luttons. »

Le *Swenska Dagbladet* de Stockholm publiait, il y a quelque temps, un article intitulé : « La carte d'Europe après

la paix. Le mépris des Français pour le droit des nationalités ». « On peut voir ce que serait l'Europe après une victoire de l'Entente, disait le rédacteur neutre, d'après une carte publiée à Paris par l'éditeur Pigeon, sous ce titre *L'Europe future de demain*. [Quel étrange français on parle donc chez l'éditeur Pigeon !] L'Allemagne est mise en pièces. A l'est, elle ne dépasse pas l'Oder ; à l'ouest elle va seulement jusqu'au Rhin et pas même, car, tout le long de la rive orientale du fleuve, une zone neutre de cent kilomètres de large demeure sous le contrôle français. L'empire allemand est divisé en six Etats indépendants dont la Prusse devient l'un des moindres, tandis que le Hanovre et la Saxe sont notablement élargis. Le Schleswig-Holstein fait retour au Danemark et le canal Empereur-Guillaume est déclaré neutre. La rive gauche du Rhin est partagée entre la France et la Belgique. La Hollande abandonne le territoire à l'est du Rhin en punition de son attitude envers l'Angleterre dans l'affaire de Flessingue... L'Autriche et la Hongrie sont séparées. La Bohême devient un Etat indépendant. Le Tyrol est donné à la Suisse. La Galicie devient russe et la Bukovine roumaine. L'Allemagne et l'Autriche paient une indemnité de guerre de cent milliards... »

Et plus loin, le rédacteur du *Swenska Dagbladet* ajoute :

« On peut dire ce que l'on veut de ces conditions de paix — qui d'ailleurs, ne traduisent peut-être pas exactement les intentions de l'Entente, en cas de victoire, — mais il faut bien reconnaître qu'elles font bon marché du droit des nationalités. Des millions d'Allemands seraient soumis au joug français ou danois ; les Polonais verraient s'évanouir leur rêve d'indépendance ; les Finlandais et les Petits-Russiens sont oubliés. C'est une implacable appréciation du *Vae victis* et en même temps une périlleuse indication aux puissances centrales sur ce qu'elles-mêmes pourraient exiger s'il leur était donné de l'emporter. »

On voit toute l'adresse du procédé, qui excuse et légitime par avance les violences et les appétits germaniques par des appels « ententistes » plus grands encore.

Sachons profiter de la leçon. Méfions-nous de ces pamphlets extrêmes qu'on fait circuler chez nous et dont nos ennemis se font des armes contre nous. N'imitons pas nos adversaires dans leur propagande grossière du début. Craignons toutes les exagérations, ne parlons pas de *Huns*, de *Tueurs d'enfants* et de *Bourreaux de femmes*, sauf en des circonstances très précises. Les livres et les journaux français et anglais ne parviennent guère en Suède. Les libraires du pays se plaignent d'éprouver de grandes difficultés à traiter avec nos maisons d'éditions qui refusent de reprendre les inventus, malgré l'exemple des maisons allemandes. Ne montrons pas tant de maladresse. Aidons nos amis de Suède, renseignons-les, cultivons-les, mais sans exagérer notre zèle. De la mesure avant toute chose...

André Faure

Le Restaurant de la Santé

Lorsqu'un prisonnier de marque, banquier au passif sérieux, escroc de haut vol, ou aventurier notoire, est écroué à la prison de la Santé, sa première préoccupation est de faire un voyage autour de sa chambre. Il s'installe, avec les objets rudimentaires qu'il a sous la main, pour un séjour qu'il prévoit assez long et il s'attache à le rendre le moins pénible possible.

Une fois l'inventaire terminé, le prisonnier de marque demande quel est le restaurant voisin qui assurera le soin de sa nourriture, car pour lui, des haricots légendaires ! « C'est le restaurant de l'Observatoire, situé à l'angle du boulevard Montparnasse et de l'avenue de l'Observatoire », lui répond-on. Il n'est pas un banquier célèbre par ses escroqueries, il n'est pas un frère de la grande Thérèse qui n'ait eu recours à son excellente cuisine. Avant la guerre, quatre clients fréquentaient, de loin et par intermédiaire, le restaurant de la Santé : deux banquiers, le comte de N... et M.H... marié à une actrice célèbre de l'Odéon, qui s'est montrée pour lui d'un dévouement sans bornes ; un grand brasseur d'affaires de mines hypothétiques en Espagne, qui se trouvait moyen, même de sa cellule, de laisser une ardoise de quelques louis à son traître ; et un sujet autrichien qui escroquait aussi facilement qu'il respirait.

Le seul pensionnaire intéressant de la Santé est actuellement le prisonnier de la cellule 8, pavillon n° 2, Deperdussin.

Très fidèle client du restaurant de l'Observatoire, et excellent payeur, il donne pour sa nourriture une pension journalière de cinq francs, plus un franc, dont le restaurant doit faire l'avance, pour le commissionnaire.

Le commissionnaire, à la Santé, est un gardien qui a pour mission de recevoir le panier venu du restaurant, de s'assurer qu'aucune correspondance n'est dissimulée dans les aliments, de proscrire couteau et couteaux en métal, de couper sa viande au dénuet et, après le repas, de lui retirer la fourchette, la cuillère de bois et les assiettes, avec lesquelles il lui serait possible, si l'envie lui en prenait, d'attenter à ses jours.

Le menu de Deperdussin se compose d'un plat de viande avec légume, d'une salade, d'un dessert, d'une bouteille de vin et de café ; pas de petit verre, bien entendu.

Le prisonnier tient absolument au café bien chaud ; aussi la femme du détenu, qui s'est (paraît-il) montrée pour son mari un ange de bonté et de dévouement depuis ses malheurs, a-t-elle fait l'acquisition, pour que le café arrive bien chaud, d'une de ces bouteilles en métal qui permettent, au gré

du possesseur, de conserver froid ou chaud le liquide qu'on y met.

Le traître des prisonniers chics de la Santé, M. Bertin, ne tarit pas d'éloges sur son client et Mme Deperdussin.

— Il a bien changé et bien vieilli, nous dit-il, depuis sa détention, le pauvre homme ; croyez-moi, c'est un honnête malfaiteur victime de plus voleurs que lui (sic) !

Est-ce bien le moment ?

En manière de protestation contre la réglementation à laquelle ils ont été soumis, les cafés et bars de Marseille ont fermé leurs portes pour la journée ; les restaurants, qui se sont solidarisés avec eux ont fermé également.

La chambre syndicale des débitants de boissons et celle des hôteliers et restaurateurs ont voulu que leur manifestation soit toute pacifique. La Cannebière qui, d'habitude, est pleine d'animation avec ses terrasses bondées de consommateurs, est d'une morne tristesse, avec ses devantures closes et ses terrasses inoccupées ; la foule circule sans manifestation aucune, augmentée des garçons de café et patrons auxquels la fermeture a pour ce jour donné la liberté.

Aux abords de la gare de la Joliette, sur les quais, près du Vieux-Port, tous les établissements sont fermés ; le calme est complet. Les patrouilles qui circulent dans tout Marseille n'ont eu à sévir nulle part.

Les deux syndicats ont décidé d'ouvrir entre leurs membres une souscription dont le produit sera affecté aux familles des victimes du zeppelin de Paris.

On nous écrit :

Le contrôleur discourtois

Hier, vers seize heures, à la gare Saint-Lazare, arrivant de Conflans-Sainte-Honorine, j'ai vu une jeune dame aux prises avec un contrôleur. Elle n'avait pas de billet pour Paris, mais seulement un « retour » de Meulan à Conflans. Comme on exigeait le prix du parcours depuis Mantès, où se forme le train, j'observai que c'était abusif, le parcours dû n'étant manifestement que celui de Conflans à Paris. Immédiatement, je fus violemment pris à partie, emmené dans un des bureaux de la gare et traité de brigand et d'ancien honnête homme (sic). On exigea mes papiers : je produisis ma carte d'abonnement et mon livret militaire. Furieux sans doute de les trouver en règle, le contrôleur — n° 216 — me dit tout net : « Oh ! si vous n'avez que cela ! Ça et puis rien c'est pour moi la même chose et je m'en moque. »

Ne pourrais-on exiger des contrôleurs plus de justice, plus d'aménité et moins de mépris pour une pièce militaire ?

Infraction à la loi Dalbiez

Pour la première fois, hier, un tribunal a eu à juger un délit d'infraction à la loi du 17 août 1915, dite loi Dalbiez.

C'est devant le deuxième Conseil de guerre que l'affaire est venue.

Au mois d'octobre dernier, la dixième commission de surveillance instituée par la loi Dalbiez vérifiait la situation des ouvriers militaires travaillant aux munitions à l'usine Muller, Roger et Cie, avenue Philippe-Auguste, lorsqu'elle trouva suspects, comme présentant des altérations, les certificats d'un ouvrier tourneur de cette usine, nommé Calisto.

Cet ouvrier, du service auxiliaire, avait ajouté à un certificat de travail délivré par la maison Nivose, qui certifie que Calisto avait travaillé dans cette maison de bimbeloterie de 1894 à 1914, la mention : « comme ouvrier tourneur ». C'est à la faveur de cette mention qu'il avait pu bénéficier des dispositions de la loi Dalbiez.

Calisto, qui avait reproduit cette profession sur la fiche qu'il avait dû fournir, aux termes de la loi Dalbiez, article 6, dans le but de se faire maintenir à l'usine, répondit, par l'organe de M. Zévaès, que cette adjonction à son certificat avait été faite, antérieurement à la guerre et à la promulgation de la loi, alors qu'il était civil ; le Conseil de guerre l'a condamné à huit jours de prison.

Et l'affaire Villain ?

Il y a eu hier dix-huit mois que le député Jean Jaurès a été assassiné par Villain, et depuis lors, pour raison d'union sacrée, le prévenu est à la prison de la Santé, attendant la fin de la guerre et les longues formalités qui suivront la conclusion de la paix pour comparaître devant ses juges.

Or, on sait qu'à la Santé, c'est le régime cellulaire qui est appliqué et que le fait d'accomplir sa peine en cellule, fait bénéficier le détenu d'une réduction d'un quart. Villain a donc accompli, à l'heure actuelle, deux ans de prison préventive.

Ce fait, alors qu'il s'agit d'un crime avoué, est, croyons-nous, sans précédent, en France tout au moins, car à Venise, du temps du Conseil des Dix !...

LA VIE CHÈRE

Marché sans animation, hier matin, aux Halles Centrales, comme tous les lundis, jour où la plupart des pavillons ne sont pas approvisionnés. Cours sans changement.

VIANDE	Le kilo
Pot-au-feu	1,20 à 1,70
Aloyau entier	1,80 à 2,80
Veau entier	1,80 à 3,40
Epaule de veau	1,80 à 2,20
Mouton entier	1,70 à 2,90
Gigot	2,40 à 3,60
Ragout de mouton	1,20 à 1,60
Porc entier	2,40 à 2,90

BEURRE	Le kilo
Cours moyen général	5,10

FROMAGE	Le kilo
Camembert de Normandie ..	95,00 à 105,00

Les idées qui passent...

Des zeppelins et de M. Besnard

Les zeppelins sont à l'ordre du jour. On ne parle que d'eux et de M. Besnard, leur débile adversaire. Que faire ? L'avis général est qu'il faut se débarrasser d'eux — et de lui.

M. Arthur Meyer, esprit pondéré s'il en fut, pose diverses questions dans le *Gaulois* :

Il y a quelques semaines, et ce ne fut un mystère pour personne, une crise s'est ouverte : celle justement de l'aviation. Nous avons appris avec angoisse, par des journaux qui ne sont pas suspects d'hostilité ministérielle, que ce service si important de la défense nationale était en partie désorganisé. Nous nous attendions, d'un jour à l'autre, à une sanction qui devait frapper à la tête... Puis, soudain, le silence se fit. Des influences intervinrent, qui eurent pour effet d'étouffer l'affaire. Le prévenu désordonné, disait-on, avait été fort exagéré. L'opinion s'était alarmée à tort... La réponse vient de nous être donnée avec une lugubre évidence.

Est-ce ainsi que le gouvernement comprend son rôle ? Se peut-il qu'il y ait des considérations qui priment pour lui le souci de la défense nationale ? Quand les Allemands sont à Noyon, est-il vrai que les louches combinaisons de la politique survivent à l'union sacrée ? Qui donc gouverne nos gouvernants ? Qui est le maître occulte et l'invisible chef d'orchestre ? M. Briand avait eu des heures d'énergie. Serait-elles évanouies ?

Mme Aurel (dans *l'Homme enchaîné*) philosophe bravement sur ce qu'elle désigne comme l'écœurante zeppelinade :

Qu'espère l'Allemagne en écœurant, en enivrant de dégoût notre peuple, ivre déjà de son droit ?

Paris frappé n'est même pas nerveux : il est prêt à toute turpitude allemande. Les raids sur Londres ont valu à l'Entente la conscription obligatoire des Anglais. A nous ils doivent redonner l'atmosphère de guerre, de suractivité qui manquait à l'Etat... habitué.

Avant-hier, je voulais voyager. Je reste. Partie, j'aurais trop regretté de n'avoir pas vu mon Paris hier matin au petit lever dominical, réglé, correct, charmant, mais plus sévère, avec aux yeux ce que n'y mettait pas la guerre, et qu'y met la zeppelinade : l'irréconciliable.

Ce n'est pas assez de mépriser. Il faut riposter.

Le Temps le dit, comme nous tous, avec netteté :

Ne sommes-nous pas arrivés, malgré toutes les surveillances, et comme nous avons voulu, sur Mannheim, sur Carlsruhe — ou, disons-le en passant, le bombardement a eu des effets terribles et dissimulés avec son par l'autorité allemande — sur Trèves, deux fois au moins sur Metz, deux fois sur Fribourg-en-Brigau ? Toujours la surprise a réussi, et pourtant l'ennemi faisait bonne garde. La surprise est la première tactique de la guerre de l'air, et sans doute la plus facile à mener à bien. Il ne faut pas s'en étonner, et c'est la riposte qui est l'essentiel.

M. Flandin, député et aviateur, précise dans le *Petit Journal* ce qu'il faudrait faire :

Une fois le zeppelin repéré, il faut l'attaquer. Or, nous ne disposons pour cette attaque que de l'avion-canon, de la mitrailleuse et des engins explosifs ou incendiaires pouvant être lancés par-dessus bord par un aéroplane.

L'avion-canon, en raison de son poids, ne peut dépasser une certaine altitude. La mitrailleuse constitue une arme absolument inoffensive contre la masse énorme du zeppelin.

Reste la projection d'engins explosifs et incendiaires. Mais cette projection ne peut se faire qu'à condition que l'avion ait réussi à dominer le dirigeable. Et celui-ci, plus léger que l'air, pourra toujours, en se déplaçant rapidement, s'élever et s'échapper, grâce à sa vitesse ascensionnelle, bien supérieure à celle d'un aéroplane.

Dans le même *Petit Journal*, M. Pichon déplore l'impéritie besnardienne :

On nous a donné l'assurance qu'il n'y

RÉPONSES

Grolet. — Faites une demande à la direction de l'aéronautique. Elle a peu de chance d'être acceptée.

H. B. — Non. Les enfants seuls entrent en compte.

A. C. un RAT 1890. — Non. Cette circulaire n'existe pas.

A. L. 20. — Oui, votre certificat d'aptitude peut vous servir.

B. D. 27. — Il n'en est pas question actuellement.

H. B. — C'est à la fois front et dépot.

Ouvrier. — Impossible de rien dire tant que la loi ne sera pas votée.

J. P. — Oui, vous pouvez faire une demande de secours ou de gratification renouvelable.

Laquillo. — Non, vous n'y avez pas droit.

Joseph Girole. — Non. Les regrets italiens ne peuvent s'engager dans l'armée française qu'avec l'autorisation de leur consul.

Dussard. — C'est exact. Les sept jours de convalescence comptent.

M. Cand. — Certainement, vous avez le droit.

Chapion. — 1° L'attribution de l'allocation dépend de la commission ; 2° Non. On ne doit pas vous renvoyer ; 3° Oui. Vous pouvez en faire la demande.

F. Guyot 55 R. S. D. — 1° Service des rapatriés à Annemasse (Haute-Savoie) ; 2° un an après votre réforme.

J. L. C. 158. — Non. Il n'a pas droit à la haute paye. La durée légale est celle qui est imposée à tous par la loi, et non par la du-

rée privilégiée dont certains hommes ont pu bénéficier.

Holbac à Marzy. — Il faut faire valoir votre cas à la préfecture. Vous avez le droit de réclamer devant la commission.

D. S. B. — Cet officier doit repasser devant la commission de réforme trois mois après sa radiation.

Mailard. — Votre objection est exacte, mais la loi est ainsi faite. Seuls les hommes dégagés de toute obligation militaire par leur âge y ont droit.

Soldat de 1^{er} cl. — On s'occupe actuellement de cette question au ministère.

QUESTIONS DIVERSES

A. M. G. 123. — Voyez tout de même au ministère de la justice.

Lavoine. — Le projet en discussion prévoit tous les cas de détresse ou de gêne qui seront soumis aux commissions arbitrales en vue de résiliation, d'exonération ou de délai.

E. V. fidèle lectrice. — Pas de moyen légal de changer un prénom. Signez : Jeanne dite Louise.

Gibi. — Vous demanderez résiliation et exonération aux commissions si la loi est votée.

Blidan. — 1° Oui en prouvant votre situation après une déclaration au juge de paix avant chaque terme. — 2° Oui mais le bail continue de trimestre en trimestre. — 3° et 4°. Oui mais il faut réclamer cette indemnité par l'intermédiaire du maire.

J. Solent. — Effets prorogés encore de trois mois. D'ailleurs aucune poursuite contre un mobilisé. Les intérêts courent depuis l'échéance si vous avez avisé le débiteur avant le 31 mai 1915.

NOUVELLES DE LA DERNIÈRE HEURE

Les États-Unis

feront-ils la guerre ?

« L'honneur national plus cher que la vie »

New-York, 31 janvier. — Tous les journaux attachent une grande importance aux demandes de préparation militaire faites par le président Wilson dans le discours qu'il a prononcé samedi à Pittsburg (Cleveland), et où il a insisté sur l'honneur national. Tous relèvent que M. Wilson a dit notamment :

« Vous pouvez compter sur ma décision de vous tenir en dehors de la guerre ; mais vous devez être prêts, s'il est nécessaire, à maintenir votre honneur, l'honneur national, plus cher que le bien-être national et même que la vie de la nation ».

Plus loin, le président a dit :

« Nous sommes au milieu de grands dangers. Personne aux États-Unis ne sait ce que chaque jour, chaque heure même peut nous apporter. Je sais que je vous dis là des choses très graves ; mais je manquerais à mon devoir si je ne vous exposais pas les faits tels qu'ils sont. »

Situation plus grave que jamais

New-York, 31 janvier. — La rupture des négociations diplomatiques entre l'Allemagne et les États-Unis est escomptée généralement si l'Allemagne, dans un délai déterminé, n'accepte pas sans échappatoires ni dupes les demandes de l'Amérique au sujet du crime de Lusitania.

Un haut fonctionnaire du gouvernement affirme : « La situation est plus grave que jamais. Le pays devrait le savoir. »

Alors qu'on nie officiellement qu'une limite de temps ait été fixée au comte Bernstorff pour répondre aux demandes américaines, le monde politique de Washington croit que le président Wilson agira dès son retour de voyage.

Comprenant qu'une attitude ferme est adoptée par le gouvernement américain, l'ambassadeur d'Allemagne a envoyé un radiotélégramme à Berlin, pour expliquer la situation et insister sur les termes du discours présidentiel, disant qu'il ne pouvait pas assurer que demain serait moins sombre qu'aujourd'hui.

Ottawa, 31 janvier. — Dans un discours prononcé au club canadien, M. James Beck, ancien attorney général des États-Unis, a déclaré notamment :

« En ce qui concerne la doctrine de von Bernhardt, suivant laquelle les États-Unis mépriseraient à profit les embarras de l'Angleterre pour conquérir l'hégémonie ou pour s'attaquer à elle, est-il besoin de rappeler l'admiration qu'on éprouve aux États-Unis pour le Canada ? »

« Pour les États-Unis, il n'y a pas trois possibilités envisagées ; il n'y en a que deux : ou bien rester dans la neutralité, ou bien se joindre aux Alliés. La prochaine élection présidentielle pourra bien montrer que le pays est pour la participation à la lutte. »

Les Allemands ne transigent pas

Amsterdam, 31 janvier. — Une dépêche de Berlin fait connaître l'opinion de la presse berlinoise sur le litige pendant avec les États-Unis au sujet de la guerre sous-marine.

Les journaux déclarent que les propositions américaines sont inacceptables.

La Deutsche Tageszeitung dit que la proposition de M. Lansing rendrait la guerre sous-marine impossible.

ALLEMAGNE ET ROUMANIE

La Gazette de Cologne, s'inspirant des soupçons énoncés par le Berliner Tageblatt à l'égard de la Roumanie, estime que les deux empires devraient obtenir d'elle des déclarations précises sur ses intentions.

Les Dernières Nouvelles de Munich reproduisent l'article de la Gazette de Cologne et le font suivre d'un commentaire dont le sens est que, seules, les victoires ultérieures des armées allemandes pourront décider la Roumanie à entrer dans la bonne voie.

Le mouvement d'ensemble des journaux de Berlin, Cologne et Munich ne laisse aucun doute sur le caractère officieux de cette campagne, entreprise très certainement pour intimider le gouvernement roumain et pour reconforter les germanisants de Roumanie.

La flotte russe

expédie d'utiles besognes

Londres, 31 janvier. — D'Odessa au Daily Chronicle :

« La flotte russe empêche les Allemands d'établir des communications maritimes entre la Turquie et la Bulgarie et elle interrompt les transports et les ravitaillements, surtout en charbon, entre l'Anatolie et Constantinople. »

« Devant Varna, les Russes ayant découvert un champ de mines, en ont détaché une rangée qu'ils ont placée dans une nouvelle position ; ils ont ainsi rendu impossible pour l'ennemi l'usage du port. »

« Les Russes ont coulé plus de quinze cents voiliers turcs qui servaient au ravitaillement ; cette destruction a causé à l'ennemi une perte de 400 millions de francs. »

TRIBULATIONS ALLEMANDES

SUR LA STRYPA

Pétrograd, 31 janvier. — Du Rousstko Slovo :

« Des prisonniers racontent que le retrait de l'ennemi sur la rive occidentale de la Strypa fut des plus pénibles. Surpris probablement par l'énergie inattendue de nos attaques, sur un front de trente verstes, les Austro-Allemands ne purent utiliser que deux ponts de bois jetés sur la rivière. »

« Le passage sur la glace recouverte d'eau en beaucoup d'endroits et constamment battue par notre artillerie coûta à l'ennemi des efforts et des pertes considérables. L'écoulement d'une seule division dura plus de vingt-quatre heures, et encore n'en passa-t-il qu'une moitié. Des milliers d'hommes furent tués ou blessés et plus de 2.000 prisonniers restèrent entre nos mains. »

La situation du Montenegro

Genève, 31 janvier. — Un télégramme privé de Vienne aux Dernières Nouvelles de Munich dit que les pourparlers qui doivent suivre la capitulation n'ont commencé ni avec le prince Mirko, ni avec les pléni-potentiaires monténégrins qui se trouvent à Podgoritza.

La Gazette de Cologne publie un long article sur le désarmement du Montenegro. D'après des sources officielles viennoises, le désarmement s'est fait sans résistance. Le peuple monténégrin, fatigué de la guerre, ne demande qu'une chose : du pain.

Suivant d'autres dépêches viennoises, les Autrichiens sont accueillis sans hostilité ; il leur a déjà été livré 50 mitrailleuses, 50.000 fusils, 300 canons.

Ces 50.000 fusils et 300 canons proviennent évidemment des fabriques de jouets d'Autriche.]

Athènes se fortifie

Genève, 31 janvier. — Le Neues Wiener Tageblatt annonce que la plus grande partie des troupes destinées à renforcer la garnison d'Athènes est arrivée dans cette ville et a été inspectée par le général Dousmanis.

D'autre part, les travaux de fortification du port d'Athènes sont activement poussés. Dans le port, des batteries de canons à longue portée ont été placées.

EN ALBANIE

Prologue des hostilités

Milan, 31 janvier. — On mande de Durazzo que cette ville a été survolée par des avions autrichiens lançant des bombes pour terroriser la population et des proclamations pour la gagner à la cause autrichienne.

Les effectifs serbes opèrent leur embarquement. Les effectifs français de Scutari sont arrivés à Durazzo. Des bandes formées et armées par les agents autrichiens de la région de Scutari sont destinées à une coopération avec les Bulgares. Essad pacha se prépare à en purger le pays.

D'autre part, on mande de Genève que, selon la Gazette de Francfort, une nouvelle division italienne est arrivée à Vallona.

LES VISITES DES ZEPPELINS

L'opinion à l'étranger

Londres, 31 janvier. — Commentant la visite des zeppelins à Paris, l'Evening Standard dit que, cette fois comme les précédentes, les assassins ne se proposaient aucun but d'utilité militaire. Effectivement, les victimes sont en majorité des femmes et des enfants, mais Paris garda son calme.

La Pall Mall Gazette, après avoir remarqué que l'attaque avait pour but de terroriser les civils, dit qu'il est certain que son influence sur la situation militaire est d'une absolue nullité. Les Parisiens ont fait face au péril avec un sang-froid merveilleux.

Malheureusement, les assassins ont pu prendre la fuite.

Les sentiments que l'Espagne fait paraître à notre égard ne sont malheureusement pas en correspondance complète avec ceux dont nous sommes animés envers ce pays ; c'est donc avec un plaisir particulièrement vif que nous enregistrons la dépêche suivante :

Madrid, 31 janvier. — Le journal El País qualifie les raids de zeppelins sur Paris d'odieus et de misérables. Il n'existe, dit-il, aucune différence entre ces attentats et ceux des anarchistes. Et il ajoute :

« Nous protestons énergiquement contre ces procédés criminels. La neutralité n'est pas l'indifférence. Les peuples ne peuvent pas assister indifférents à ces violations des accords internationaux. Tous les pays neutres de l'Europe, ainsi que les Américains, sont moralement obligés de protester de toutes leurs forces. L'Espagne en protestant se montrera digne de son histoire. »

« Nous aimons profondément la France, mais il ne s'agit pas ici de sympathie ou d'antipathie ; il s'agit de protester contre un crime et de sauvegarder les conquêtes de la civilisation. Toute autre façon d'agir équivaudrait à une complicité dans ces attentats. »

Dépêches particulières

de l'Œuvre

La situation ministérielle en Roumanie

Bucarest, 29 janvier. — Je suis en mesure de vous affirmer, renseignements pris à bonne source, qu'il n'est aucunement question, contrairement à certaines informations publiées par la presse étrangère, d'un remaniement du cabinet Brătianu ou de prochaine crise ministérielle.

Le président du conseil a récemment tenu aux chefs des interventionnistes des explications si précises sur l'attitude qu'entendait observer son gouvernement en présence de certaines éventualités qu'à moins d'incidents peu probables il peut compter sur leur entier appui. Les facilités très réelles données au consortium franco-anglais pour l'acquisition des énormes quantités de céréales achetées par lui ces temps derniers sur notre marché ont prouvé mieux que des discours de quel côté penchaient les sympathies officielles.

Les partisans de l'Allemagne à Bucarest ne s'y sont pas trompés. Depuis quelques jours, leurs organes attaquent avec violence la politique du cabinet, ne reculant pas devant les plus basses personnalités.

Bruits de démobilisation en Grèce

Athènes, 31 janvier. — Le bruit court avec persistance dans les milieux politiques que le gouvernement serait sur le point de présenter à la signature du roi un décret de démobilisation générale. Cette mesure, ardemment préconisée par feu M. Théotokis, qui était en cela l'interprète de ses amis de la légation allemande à Athènes, est combattue, paraît-il, par l'amiral Condouriotis, ministre de la marine, et par le ministre de la guerre. L'état-major de l'armée y serait absolument opposé.

Etant donné la gravité de la situation générale et l'impulsion complète où la démobilisation réduirait la Grèce au cas d'agression bulgare, il paraît douteux que le souverain consente à une pareille mesure, qui aurait, à son point de vue, cet autre désavantage de justifier de nouvelles précautions de la part des Alliés.

COMMUNIQUE BELGE

En général, la journée a été calme sur le front belge. Quelques luttes d'artillerie dans la région de Dixmude.

Calmé relatif sur le front italien

Communiqué italien

Rome, 31 janvier. — On signale de petites rencontres dans la vallée de Lagarina, au nord de Mori, et des duels d'artillerie particulièrement violents le long de l'isonzo.

COMMUNIQUES ANGLAIS

Front britannique occidental

Londres, 30 janvier. — Communiqué du front britannique :

« On signale une activité considérable de l'artillerie autour de Vaux. »

« Trois de nos patrouilles ont bombardé heureusement les tranchées allemandes près de Serres. »

« Une patrouille ennemie a été repoussée. »

« Malgré le brouillard d'aujourd'hui, il y a eu quelque activité d'artillerie autour de Fricourt. »

Mésopotamie

Londres, 31 janvier. — Le récent compte rendu ottoman suivant lequel la colonne britannique à l'ouest de Kurma aurait été forcée de battre en retraite, ayant perdu cent morts, cent chameaux et cent tentes est dénuée de fondement.

Le seul incident auquel on puisse se reporter est la reconnaissance faite près de Shattra, qui a été attaquée par les Arabes ; elle a en quelques pertes, mais elle en a infligé de fortes à l'ennemi.

Le général Gallieni

reçoit les combattants de 70

Le ministre de la Guerre a reçu hier matin, à neuf heures, une délégation du conseil général de la Société des Vétérans des armées de terre et de mer 1870-1871 qui lui a été présentée par M. J. Sansbeuf, président général.

La délégation était composée de MM. Deligand, commandant Gripon, lieutenant-colonel Dérué, Bié, Bordères, Labussière, abbé Meuley (aumônier de 1870). L'entrevue avec le ministre a été très

cordiale. Le général Gallieni a rappelé que lui aussi avait été un combattant de 70 et que l'Association des Vétérans, dont il a pu apprécier les immenses services qu'elle a rendus au pays, trouvera toujours près de lui la bienveillance la plus complète et la plus sympathique.

UNE PRISE D'ARMES

Une prise d'armes aura lieu le jeudi 3 février 1916, à quatorze heures, dans la Cour d'Honneur des Invalides, pour une remise de décorations.

COURRIER DES THÉÂTRES

Ce soir :

Comédie-Française, 7 h. 45, Tartuffe, l'Enigme ; théâtre Sarah-Bernhardt, 8 h., l'Aiglon ; Porte-Saint-Martin, 8 h., Anna Karénine ; Ambigu, 8 h., Sherlock Holmes ; Athénée, 8 h. 30, l'Ecole des civils ; Théâtre, 8 h. 15, Rip.

Gallé, 8 h. 30, Vous n'avez rien à déclarer ? ; théâtre Antoine, 8 h. 15, La Belle Aventure ; Apollo, 8 h. 15, La Cocarde de Mimi Pinson ; Renaissance, 8 h. 30, La pièce à l'oreille ; Palais-Royal, 8 h. 30, Le Pêcheur, l'Horizontale dit : « J'm'en fous » ; Bouffes-Parisiens, 8 h. 15, Kiki ; Variétés, 8 h. 30, Miquette et sa mère ; Gymnase, 8 h. 45, Les Deux Vestales ; Capucines, 8 h. 15, En franchise, Oh ! Pardon ; Vaudeville, 8 h. 15, Cécilia ; Cluny, 8 h. 30, Ferdinand le Noceur ; Déjazet, 8 h. 30, Les Piancés de Rotonde ; Grand-Guignol, 8 h. 45, l'Angoisse, le Siège de Berlin, Folies-Bergère, 8 h. 30, Jusqu'au bout ; Scala, 8 heures 30, Tais-toi, méfie-toi ! ; Cigale, 8 h. 30, l'Enfer des Revues ; Concert Mayol, 8 h. 30, Madame Bou-Dou Ba-Da Bouh ! ; Eldorado, 8 h. 15, Pouchou, roi des dentistes ; Ba-Ta-Clan, 8 h. 30, Un Bouchon ; Gaîté-Rochecourt, 8 h. 30, C'est Mimi.

Le gérant : ANTOINE KLEYNTIENS.

Soc. Anon. des Imp. WELLHOFF et ROCHER, 16-18, r. Notre-Dame-des-Victoires, Paris. E. ANCEAU, directeur.

LE JOURNAL

commencera le 2 Février

Les Marchands de Patrie

GRAND ROMAN D'ACTUALITÉ

que Pierre Decourcelle

le célèbre auteur des

DEUX GOSSÉS et de SHERLOCK HOLMES

vient d'écrire pour les

Lecteurs du "JOURNAL"

FEUILLETON DE L'ŒUVRE

du 1^{er} février 1916

65

La Poilue

PAR

Une PREMIÈRE de la rue de la Paix

TROISIÈME PARTIE

II

Heures d'angoisse

Le chien, comme s'il devinait les pensées angoissantes qui l'assaillaient, poussa un petit « glinglement », lui lécha la main et la regarda avec des yeux si tendres, si humains, si compréhensifs qu'elle le souleva jusqu'à ses lèvres et lui murmura à l'oreille : « Dis-moi... dis-moi, toi, que Jean n'est pas mort. »

Et le chien frétilant soudain se met à grogner si drôlement en montrant les gencives comme s'il riait, qu'elle sent un peu d'espoir renaître en son cœur.

— Mon chien ! mon bon chien ! reprend-elle tout bas, tu m'entends, dis ? Tu vas me porter bonheur, n'est-ce pas ?... Je le reverrai, mon Jean ?...

— Hé ! dis donc, Juliet, comment l'appelleras-tu ton cabot ? glapit Victor, faut le baptiser c'est la bête.

Des noms fusent de toute part hurlés à pleins poumons : Crapouillot, Rosalie, Trompette, Soixante-quinze, Marmite, Besace.

— Pas Coco-Bel-Oeil surtout ! crie Yves, un petit Breton superstitieux, c'est un nom qui porte malheur, tu as vu ce qui est arrivé à mon moniau.

Ah ! son « moniau ! » comme il dit... Voici un mois, en traversant un village entièrement dévasté, les hommes avaient entendu un joli chant d'oiseau s'élever d'un amas de ruines débordant jusqu'au milieu de la route labourée comme un champ.

Le capitaine le premier s'était approché, mais il n'avait rien vu. C'est Yves qui, écartant les madriers, les lattes et les gravats, avait mis au jour une cage aux fils de fer tordus dans laquelle s'égosillaient un serin borgne.

Depuis combien de temps le pauvre oiseau était-il là sans boire ni manger, ayant à peine d'air pour respirer et par quel miracle vivait-il ? Personne ne songeait même à se le demander. On voit trop de choses fabuleuses à la guerre

pour s'attarder à chercher le pourquoi et le comment des faits accomplis.

— Il est à moi le moniau, je l'emporte, avait déclaré Yves, s'pas, mon vieux Coco-Bel-Oeil ? Tiens, c'est une idée, j'vas t'appeler Coco-Bel-Oeil comme mon merle et puis j'te rapporterai à Douamenez. Tu verras si c'est beau, la mer !

Et vite le gas breton avait pétri un peu de pain trempé d'eau — les ornements ne manquaient pas — que l'oiseau, agrippé à sa main passée dans la cage, dévorait comme s'il eût eu à tâche de s'étouffer sur l'heure.

— Pas si vite, pas si vite, tu vas le boucher le gosier ; bois au moins un coup entre, ça te mettra du cœur au ventre pour nous pousser un petit air, disait Yves comme s'il eût parlé à un enfant. Mais le serin, aussitôt repu, avait sauté sur son barreau et s'y était endormi, le cou replié et la tête cachée sous l'aile.

Pendant plus d'un mois, Yves gourmandé par ses chefs, blagué par ses compagnons, avait trimbalé la cage et l'oiseau de la tranchée aux cantonnements.

« Et l'oiseau gros et gras à présent s'habitait si bien à sa vie de soldat que plus le canon tonnait, plus il chantait clair. »

Hélas ! un jour que les hommes, avec

des mines qui en disaient autrement long que tous les commentaires savamment quelque rata de choix... un obus s'abattit au beau milieu du cantonnement et pulvérisa l'arbre où la cage du serin était accrochée.

— Mon moniau ! mon pauvre ti moniau ! Moi qui voulais lui montrer la mer ! répétait Yves consterné.

— Vaut tout de même mieux que ça soye lui que nous, avait dit Victor en fiche de consolation.

Mais son puéril deuil ressuscité aujourd'hui, Yves répétait :

— Mon moniau, mon pauvre ti moniau qui chantait si bien... il aurait fini par parler, vous savez...

— Sûrement que, pour éviter ce malheur, on aurait mieux fait de le coller dans la soupe, histoire de lui faire des yeux, crie Coco.

Chacun continuait de chercher des noms.

— Cheux nous, dans notre jeunesse, tous les quins et pis les quins s'appelaient Bismarck, dit Sénateur, un Normand joufflu.

Mais Lina secouait toujours la tête. Le chien était un loulou de Poméranie, un chien de luxe, lequel avait certainement dû connaître des jours heureux, avant de s'enfuir épouvanté devant quel cataclysme ?...

— C'est une jolie bête, dit-elle, il lui faudrait un nom pas ordinaire...

— Xénis ! lance Otto Becker qui s'avance les yeux cachés sous ses paupières.

Lina crisper si fort ses mains sur le chien endolori qu'il pousse un hurlement plaintif.

— Xénis ! Xénis ! ah ! en voilà un chouette nom ! crient dix voix.

Alors faisant un terrible effort de volonté, elle dit d'une voix ferme, en baissant la tête :

— Xénis ? quel drôle de nom !

D'où ça sort-il, un nom pareil ?

— Ah ! voilà... fait Otto.

— Eh bien ! allons-y pour Xénis...

Et serrant tendrement sur sa capote maculée le chien gangué de boue, elle lui murmure dans le poil : « Mon Xénis, mon Xénis adoré ! »

Mais s'adressant à Otto, Barmille demande soudain :

— Tu connais Xénis ?

— Vaguement, fait Otto.

— Ça existe donc ? demanda Lina d'une voix blanche qui lui semble se répercuter à l'autre bout du monde.

— Oui, il y a un dessinateur de ce nom-là, répond Barmille.

(La suite à demain)